

**Convention collective**  
**CONDITIONS DE TRAVAIL**  
**ET DE RÉMUNÉRATION**  
**DES SALARIÉS ET APPRENTIS**  
**DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**  
**(BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE)**  
**(19 novembre 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,  
*Journal officiel* du 17 janvier 2003)

**AVENANT N° 8 DU 7 FÉVRIER 2005 (1)**

NOR : AGRS0597168M

Entre :

La fédération départementale des CUMA des Côtes-d'Armor ;  
La fédération départementale des CUMA du Finistère ;  
La fédération départementale des CUMA d'Ille-et-Vilaine ;  
La fédération départementale des CUMA du Morbihan,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agro-alimentaire CFDT de Bretagne ;  
La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de  
l'agriculture CFTC de Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A la suite du point 3 de l'article 43 de la convention collective de travail des CUMA des régions Pays de la Loire et Bretagne du 19 novembre 2001 est ajouté un point 4 ainsi rédigé :

« 4. Financement de la formation professionnelle continue :

Pour les CUMA de Bretagne, le taux global de la cotisation due pour la formation professionnelle par les employeurs est maintenu à 0,30 % sur l'année 2004. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer pour cette année, en sus de

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagé.

cette cotisation prélevée trimestriellement, la contribution additionnelle appelée annuellement et fixée à 0,05 % par l'article 8 de l'accord national du 2 juin 2004 sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole.

Par conséquent, au cas où la contribution additionnelle aurait été déjà recouvrée par la caisse de MSA, cette dernière devra procéder au remboursement de cette contribution au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2005.

Au-delà de l'année 2004, le taux et les modalités de recouvrement de la contribution due par les CUMA de Bretagne au titre de la formation professionnelle sont ceux définis par les accords du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole. »

## **Article 2**

Les dispositions adoptées à l'article 1<sup>er</sup> sont réputées avoir une valeur impérative interdisant toute dérogation par accord collectif d'entreprise.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 7 février 2005.

(Suivent les signatures.)